

Autres arrêtés*Services du Premier Ministre et Ministère des Affaires économiques*

Arrêté royal du 16 octobre 1991 transférant les membres du personnel du Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire à la Région flamande, p. 26120.

Ministère des Affaires économiques

Arrêté royal du 18 octobre 1991 portant démission et désignation du président, des vice-présidents, des membres du Conseil d'administration et des commissaires du Gouvernement auprès de l'Institut national des Radio-éléments, p. 26126.

Arrêté royal du 18 octobre 1991 portant démission et nomination du président, des vice-présidents, des membres du Conseil d'administration et des commissaires du Gouvernement auprès du Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire, p. 26127.

Arrêté royal du 18 octobre 1991 portant démission et désignation du président, des vice-présidents, des membres du Conseil d'administration et des commissaires du Gouvernement auprès de l'Organisation nationale des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies, p. 26128.

Arrêté royal du 18 octobre 1991 portant démission et nomination du président de la Société belge des Combustibles nucléaires SYNATOM, p. 26129.

Ministère de la Santé publique et de l'Environnement

Ordres nationaux. Nominations, p. 26129.

Andere besluiten*Diensten van de Eerste Minister en Ministerie van Economische Zaken*

Koninklijk besluit van 16 oktober 1991 tot overdracht van personeelsleden van het Studiecentrum voor Kernenergie aan het Vlaamse Gewest, bl. 26120.

Ministerie van Economische Zaken

Koninklijk besluit van 18 oktober 1991 tot ontslag en aanstelling van de voorzitter, de ondervoorzitters, de leden van de Raad van Bestuur en de Regeringscommissarissen bij het Nationaal Instituut voor Radio-Elementen, bl. 26126.

Koninklijk besluit van 18 oktober 1991 tot ontslag en benoeming van de voorzitter, de ondervoorzitters, de leden van de Raad van Bestuur en de Regeringscommissarissen bij het Studiecentrum voor Kernenergie, bl. 26127.

Koninklijk besluit van 18 oktober 1991 tot ontslag en aanstelling van de voorzitter, de ondervoorzitters, de leden van de Raad van Bestuur en de Regeringscommissarissen bij de Nationale Instelling voor radioactief afval en verrijkte splijtstoffen, bl. 26128.

Koninklijk besluit van 18 oktober 1991 houdende ontslag en benoeming van de voorzitter van de Belgische Maatschappij voor Kernbrandstoffen SYNATOM, bl. 26129.

Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu

Nationale Orden. Benoemingen, bl. 26129.

LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 91 — 3406

Arrêté royal relatif au transfert d'une partie des missions, biens, droits et obligations du Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire à la Région flamande

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 31, § 1er de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, prévoit que les missions du Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire (CEN ou Centre) doivent être transférées à la Région flamande dans les limites visées par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1988 et de la loi spéciale de financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989.

En outre, en vertu du § 2 de l'article 31 de la loi précitée, le Roi doit régler, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres et après avis de l'Exécutif flamand, le transfert du personnel, des biens, droits et obligations du Centre et toutes questions auxquelles celui-ci donne lieu.

Le transfert du patrimoine s'opère au 1er janvier 1991.

Le Centre et la Région flamande organisent de commun accord la séparation des tâches relatives aux services d'utilité collective.

Les actes relatifs aux moyens transférés à la Région flamande et accomplis par le Centre pendant la période de transfert, comprise entre le 1er janvier 1991 et la date de publication du présent arrêté,

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 91 — 3406

Koninklijk besluit betreffende de overdracht van een deel van de opdrachten, goederen, rechten en verplichtingen van het Studiecentrum voor Kernenergie aan het Vlaamse Gewest

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 31, § 1 van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, voorziet dat de opdrachten van het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK of Centrum) aan het Vlaamse Gewest moeten worden overgedragen binnen de grenzen bedoeld bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen en de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Daarenboven, krachtens § 2 van artikel 31 van bovengenoemde wet, moet de Koning, bij in de Ministerraad overlegde besluiten en na advies van de Vlaamse Executieve, de overdracht van het personeel, de goederen, de rechten en de verplichtingen van het Centrum en alle kwesties waartoe deze aanleiding geeft, regelen.

De overdracht van het patrimonium heeft plaats op 1 januari 1991.

Het Centrum en het Vlaams Gewest regelen onderling bij gemeenschappelijk akkoord de opsplitsing van de taken in verband met de collectieve nutsvoorzieningen.

De handelingen betreffende de aan het Vlaamse Gewest overgedragen middelen en die het Centrum verricht heeft tijdens de overdrachtperiode, begrepen tussen 1 januari 1991 en de datum van

sont réputés être accomplis aux risques et profits de la Région flamande, pour autant qu'ils l'aient été dans les limites d'une gestion saine et raisonnable.

Il s'en suit que les dépenses salariales et de sécurité sociale du personnel transféré sont, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1991 et la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal de transfert des membres du personnel, mises à charge de la Région flamande.

Toutefois, en vertu des articles 6 et 7, les passifs technique et social du Centre, créés jusqu'au moment de sa régionalisation, restent à charge de l'Etat ou du Centre.

L'article 6 traite du passif technique.

Par passif technique, il faut entendre les obligations résultant de la dénucléarisation des installations, ainsi que du traitement, du conditionnement, du stockage et de l'évacuation des déchets radioactifs accumulés, en ce compris les déchets radioactifs résultant de la dénucléarisation des installations, afférents aux activités nucléaires du Centre.

D'une part, dans le cadre de l'accord gouvernemental sur le fonds d'aide pour le redressement financier des communes, lors des opérations de contrôle du budget 1990, le 1^{er} mars 1990, le Gouvernement a décidé de réserver un montant de 6 510 millions de francs actualisé en 1988 à 0 % par an, et tenant compte d'une évolution moyenne de l'indice des prix de 2 % par an, afin de couvrir le passif technique du CEN créé jusqu'au 31 décembre 1988. Ce montant est attribué par une dotation inscrite annuellement au budget du Ministère des Affaires économiques selon un échéancier repris à l'annexe 2 du projet d'arrêté royal « remplaçant la convention du 1^{er} février 1983 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire, réglant le contrôle du Centre et les conditions auxquelles il est subventionné, et modifiant ses statuts ». Ces dotations sont versées à un compte spécial de l'ONDRAF en application du mécanisme décrit dans le rapport au Roi du projet d'arrêté précité.

En cas de dépassement de cette enveloppe de 6 510 millions, le Conseil des Ministres a décidé le 31 mai 1991 que « les charges correspondantes seront supportées annuellement par le Gouvernement national, étant entendu qu'un équilibre régional sera réalisé à cet égard ».

D'autre part afin de couvrir le passif technique créé après le 31 décembre 1988, le Centre a constitué des provisions dans ses livres, au départ de sa subvention et de ses moyens propres.

Or, certains biens transférés à la Région flamande sont grevés d'un passif technique.

Ce passif technique n'est pas transféré à la Région flamande mais est supporté soit par l'Etat, soit par le Centre.

Par dérogation à l'article 4, l'article 6, alinéa 1 précise que le passif technique créé par des activités nucléaires réalisées avant le 31 décembre 1988 et affectant des biens transférés est supporté par l'Etat. C'est sur le fonds particulier créé au sein de la comptabilité de l'ONDRAF que sera imputé le coût du passif nucléaire résultant d'activités accomplies jusqu'au 31 décembre 1988.

Par dérogation à l'article 4 et à l'article 5, l'article 6, alinéa 2 précise que le passif technique créé par des activités nucléaires accomplies entre le 31 décembre 1988 et la date de publication du présent arrêté et affectant des biens transférés est supporté par le Centre. Les provisions créées dans les comptes du CEN aux fins de couvrir les passifs techniques supporteront cette charge. Si le CEN décide, comme la loi du 11 janvier 1991 modifiant et complétant les compétences de l'ONDRAF (*Moniteur belge* du 12 février 1991) l'y autorise, de transférer à l'ONDRAF les provisions constituées dans sa comptabilité pour faire face au passif technique, le fonds particulier créé au sein de l'ONDRAF supportera cette charge.

Ceci a pour conséquence que la provision constituée par le Centre pour faire face au passif technique des biens à transférer à la Région flamande n'est pas transférée.

Il va de soi que l'Etat ne supportera pas la dénucléarisation des biens transférés à la Région flamande, dès lors, qu'elle résulte de contaminations engendrées après la publication du présent arrêté.

L'article 7 traite du passif social.

Par passif social, il faut entendre les obligations du Centre, résultant de la convention du 18 décembre 1990 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre relative au départ de membres du personnel suite à l'application des régimes de prépension instaurés

bekendmaking van dit besluit, zullen worden geacht verricht te zijn op risico en ten voordele van het Vlaamse Gewest, voor zover zulks zou geschied zijn binnen de grenzen van een gezond en redelijk beheer.

Daaruit volgt dat de uitgaven inzake salarissen en de sociale zekerheid van het overgedragen personeel, voor de periode begrepen tussen 1 januari 1991 en de datum van verschijning in het *Belgisch Staatsblad* van het koninklijk besluit betreffende overdracht van het personeel, ten laste worden gelegd van het Vlaamse Gewest.

Evenwel, krachtens artikels 6 en 7 van dit besluit, blijven de technische en sociale passiva, ontstaan tot op het ogenblik van de regionalisering van het Centrum, ten laste van de Staat of van het Centrum.

Artikel 6 handelt over het technisch passief.

Onder technisch passief moet worden verstaan, de verplichtingen die voortvloeien uit de denuclearisatie der installaties, evenals de behandeling, de conditionering, de stockage en de evacuatie van het geaccumuleerd radioactief afval met inbegrip van de radioactieve afval afkomstig uit de denuclearisatie van de installaties, ten gevolge van de nucleaire activiteiten van het Centrum.

Enerzijds, in het kader van het regeringsakkoord over het hulpfonds voor het financieel herstel van de gemeenten, tijdens de operaties voor de controle van de begroting 1990, de 1^e maart 1990, heeft de Regering beslist een bedrag te reserveren van 6 510 miljoen frank, geactualiseerd in 1988 tegen 8 % per jaar, rekening houdend met een gemiddelde evolutie van het prijsindexcijfer van 2 % per jaar, om het technisch passief van het SCK, ontstaan tot 31 december 1988, te dekken. Dit bedrag wordt toegekend door een dotatie, jaarlijks uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Economische Zaken volgens een tijdschema opgenomen in bijlage 2 bij het ontwerp van koninklijk besluit « tot vervanging van de overeenkomst van 1 februari 1983 tussen de Minister van Economische Zaken en het Studiecentrum voor Kernenergie, die het toezicht op het Centrum regelt en de voorwaarden inzake betoelaging vastlegt, en tot wijziging van zijn statuten ». Deze dotaties worden gestort op een speciale rekening van de NIRAS, in toepassing van het mechanisme beschreven in het verslag aan de Koning van bovengenoemd ontwerp van besluit.

De Ministerraad heeft op 31 mei 1991 beslist dat, bij overschrijding van dit bedrag van 6 510 miljoen : « zullen de overeenstemmende lasten jaarlijks door de nationale Regering gedragen worden, met dien verstande dat in deze tenlasteneming een regionaal evenwicht zal worden verwezenlijkt ».

Anderzijds heeft het Centrum om de technische passiva ontstaan na 31 december 1988 te dekken, in zijn boekhouding, met zijn toelage en eigen middelen, provisiees aangelegd.

Welnu, sommige aan het Vlaamse Gewest overgedragen goederen zijn belast met een technisch passief.

Dit technisch passief wordt niet aan het Vlaamse Gewest overgedragen, maar wordt ofwel door de Staat ofwel door het Centrum gedragen.

In afwijking van artikel 4 bepaalt artikel 6, eerste lid, dat het technisch passief ontstaan door nucleaire activiteiten verricht vóór 31 december 1988 en dat overgedragen goederen betreft, door de Staat zal worden gedragen. Het bijzonder fonds opgericht in de boekhouding van de NIRAS zal de kosten op zich nemen van het nucleair passief dat voortspuit uit activiteiten verricht tot 31 december 1988.

In afwijking van artikel 4 en van artikel 5, bepaalt artikel 6, tweede lid, dat het technisch passief veroorzaakt door nucleaire activiteiten verricht tussen 31 december 1988 en de datum van bekendmaking van dit besluit en dat weegt op overgedragen goederen, door het Centrum wordt gedragen. De provisiees, aangelegd in de rekeningen van het SCK om de technische passiva te dekken, dragen deze last. Indien het SCK beslist, zoals de wet van 11 januari 1991 houdende wijziging en aanvulling van de bevoegdheden van de NIRAS (*Belgisch Staatsblad* van 12 februari 1991) toelaat, de provisiees, gevormd in haar boekhouding om het hoofd te bieden aan het technisch passief, aan de NIRAS over te dragen, zal het bijzonder fonds opgericht bij de NIRAS deze last dragen.

Dit heeft tot gevolg dat de door het Centrum gevormde provisie om het hoofd te bieden aan het technisch passief van de aan het Vlaamse Gewest over te dragen goederen niet wordt overgedragen.

Het spreekt voor zich dat de Staat de denuclearisatie van de goederen overgedragen aan het Vlaamse Gewest niet zal dragen in de mate dat deze voortvloeit uit contaminaties teweegebracht na publicatie van dit besluit.

Artikel 7 handelt over het sociaal passief.

Onder sociaal passief moet worden verstaan, de verplichtingen van het Centrum voortvloeiend uit de overeenkomst van 18 december 1990 tussen de Minister van Economische Zaken en het Centrum betreffende het vertrek van personeelsleden ten gevolge

par les conventions collectives de travail de 1986-1987 et de 1988-1990.

Dans le cadre de l'accord gouvernemental sur le fonds d'aide pour le redressement financier des communes, le Conseil des Ministres a décidé le 16 février 1990 d'octroyer au CEN un montant de 2 702 millions de francs actualisé en 1988 à 8 % par an, et tenant compte d'une évolution moyenne de l'indice des prix de 2 % par an afin de couvrir ce passif social. Ces montants sont attribués par une dotation inscrite annuellement au budget du Ministère des Affaires économiques selon un échéancier repris à l'annexe 1 du projet d'arrêté royal « remplaçant la convention du 1er février 1983 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire, réglant le contrôle du Centre et les conditions auxquelles il est subventionné et modifiant ses statuts ». Ces dotations sont versées à un compte financier particulier du CEN en application du mécanisme décrit dans le rapport au Roi du projet d'arrêté précité.

En cas de dépassement de cette enveloppe de 2 702 millions, le Conseil des Ministres a décidé le 31 mai 1991 que « les charges correspondantes seront supportées annuellement par le Gouvernement national, étant entendu qu'un équilibre régional sera réalisé à cet égard ».

L'article 7 précise dès lors que par dérogation à l'article 4, les droits et les obligations du Centre relatifs au passif social ne sont pas transférés à la Région flamande étant entendu que les provisions constituées par le Centre pour financer ce passif ne sont pas non plus transférées.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Affaires économiques,
W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
E. DEWORME

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 24 septembre 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif au transfert d'une partie des missions, biens, droits et obligations du Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire à la Région flamande », a donné le 1er octobre 1991 l'avis suivant :

En application de l'article 31, §§ 1er et 2, de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, le projet a pour objet de transférer à la Région flamande une partie des missions, biens, droits et obligations du Centre d'études de l'Energie nucléaire. Le transfert ultérieur par la Région flamande à la « Vlaamse Instelling voor technologisch onderzoek » (VITO), relève évidemment de la compétence exclusive de la Région flamande.

Préambule

L'arrêté royal n° 99 du 18 octobre 1982, relatif à l'assainissement des finances du Centre d'étude de l'énergie nucléaire, ne procure pas de fondement légal au projet; il conviendrait, dès lors, d'omettre le premier alinéa du préambule.

Il y aurait lieu de rédiger le deuxième alinéa du préambule comme suit :

« Vu la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, notamment l'article 31, §§ 1er et 2; ».

Article 1er

L'arrêté royal n° 99 du 18 octobre 1982 n'étant pas visé dans le projet, il conviendrait d'omettre également, dès lors, le 2° de l'article 1er en projet.

van de toepassing van de brugpensioenregelingen die werden ingesteld door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 1986-1987 en van 1988-1990.

In het kader van het regeringsakkoord over het hulpfonds voor het financieel herstel van de gemeenten heeft de Ministerraad op 16 februari 1990 beslist het SCK een bedrag van 2 702 miljoen frank, geactualiseerd in 1988 tegen 8 % per jaar toe te kennen, rekening houdend met een gemiddelde evolutie van het prijsindexcijfer van 2 % per jaar om het sociaal passief van het SCK te dekken. Deze bedragen zijn toegekend door middel van een jaarlijkse op de begroting van het Ministerie van Economische Zaken uitgetrokken dotatie volgens een tijdschema opgenomen in bijlage 1 bij het ontwerp van koninklijk besluit « tot vervanging van de overeenkomst van 1 februari 1983 tussen de Minister van Economische Zaken en het Studiecentrum voor Kernenergie, die het toezicht op het Centrum regelt en de voorwaarden inzake betoelaging vastlegt en tot wijziging van zijn statuten ». Deze dotaties worden gestort op een bijzondere financiële rekening van het SCK in toepassing van het in het verslag aan de Koning van bovengenoemd besluitontwerp beschreven mechanisme.

De Ministerraad heeft op 31 mei 1991 beslist dat in geval van overschrijding van dit bedrag van 2 702 miljoen : « zullen de overeenstemmende lasten jaarlijks door de nationale Regering gedragen worden, met dien verstande dat in deze tenlasteneming een regionaal evenwicht zal worden verwezenlijkt ».

Artikel 7 bepaalt dan ook dat in afwijking van artikel 4, de rechten en verplichtingen van het Centrum in verband met het sociaal passief niet aan het Vlaamse Gewest worden overgedragen, waarbij de door het Centrum aangelegde provisies om dit passief te dekken natuurlijk ook niet worden overgedragen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedwaardige
en zeer getrouwe dienaars,

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Economische Zaken,
W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,
E. DEWORME

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 24 september 1991 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de overdracht van een deel van de opdrachten, goederen, rechten en verplichtingen van het Studiecentrum voor Kernenergie aan het Vlaamse Gewest », heeft op 1 oktober 1991 het volgend advies gegeven :

Het ontwerp strekt ertoe met toepassing van artikel 31, §§ 1 en 2, van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, een gedeelte van de taken, goederen, rechten en verplichtingen van het Studiecentrum voor kernenergie over te dragen aan het Vlaamse Gewest. De verdere overdracht, door het Vlaamse Gewest, aan de Vlaamse Instelling voor technologisch onderzoek (VITO), is uiteraard uitsluitend zaak van het Vlaamse Gewest.

Aanhef

Het koninklijk besluit nr. 99 van 18 oktober 1982 tot sanering van de financiën van het Studiecentrum voor kernenergie vormt geen rechtsgrond voor het ontwerp; de eerste aanhefverwijzing dient dus te worden weggelaten.

De tweede aanhefverwijzing formulere men als volgt :

« Gelet op de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, inzonderheid op artikel 31, §§ 1 en 2; ».

Artikel 1

Het koninklijk besluit nr. 99 van 18 oktober 1982 wordt in het ontwerp niet vermeld; het 2° van het ontworpen artikel 1 moet dus eveneens worden geschrapt.

Artikel 3

Compte tenu du texte de l'article 4 et des précisions fournies à ce sujet par le fonctionnement délégué, il y aurait lieu de préciser à l'alinéa 1er : « Les biens meubles corporels et les biens immeubles... ».

Toujours selon l'alinéa 1er, les biens immeubles seraient « cadastrés » à l'annexe. Toutefois, l'annexe visée ne contient aucune trace d'une mention cadastrale.

Compte tenu des précisions fournies par le fonctionnaire délégué, il conviendrait d'adapter l'alinéa 2 comme suit :

« En outre, les biens meubles tels que les mobiliers, livres et fournitures de bureau, liés aux tâches exécutées par les membres du personnel, sont transférés avec ces membres du personnel. »

Il y aurait lieu de modifier l'alinéa 3 comme suit :

« ...et, en ce qui concerne les biens immeubles, avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes, continues ou discontinues dont ils pourraient profiter ou être grevés. »

Il convient de remarquer que ni le projet, ni le rapport au Roi ne contient ni même n'annonce une réglementation portant sur la poursuite des tâches relatives aux infrastructures collectives qui restent communes.

Article 4

Il y aurait lieu d'écrire : « Les biens autres que ceux visés à l'article 3... ».

Dans le texte français de l'alinéa 2, il y aurait lieu d'écrire : « ...s'effectuent sur la base du bilan ».

Article 5

Il conviendrait de préciser : « Tous les actes et dépenses relatifs... ».

Il y aurait lieu, au surplus, d'écrire dans le texte français : « ...droits et obligations transférés, qui sont accomplis ou effectués dans le cadre... » et dans le texte néerlandais : « ...rechten en verplichtingen die worden overgedragen... in het kader van een gezond en redelijk beleid... ».

La disposition de cet article implique qu'en cas de contestation éventuelle sur le caractère « sain et raisonnable » de la gestion visée, seul le juge pourra trancher.

Article 8

Il a été communiqué au Conseil d'Etat que la date d'entrée en vigueur (le 1er janvier 1991) est celle à laquelle tous les autres arrêtés, visés à l'article 37, § 4, de la loi coordonnée du 13 mars 1991, entrent en vigueur.

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre;
M. J. Vermeire,
Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;
Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par M. B. Seutin, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme M.-C. Ceule, référendaire.

Le greffier,
A. Beckers.

Le président,
H. Coremans.

16 OCTOBRE 1991. — Arrêté royal relatif au transfert d'une partie des missions, biens, droits et obligations du Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire à la Région flamande

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, notamment l'article 31, §§ 1er et 2;

Vu les propositions faites par le conseil d'administration du Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire sur l'imputation régionale des biens;

Vu l'avis de l'Exécutif flamand donné le 10 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Artikel 3

Gelet op het bepaalde in artikel 4 en de desbetreffende toelichting van de gemachtigde ambtenaar, precisere men in het eerste lid : « De lichamelijke roerende goederen en de onroerende goederen... ».

Nog volgens het eerste lid zouden de onroerende goederen in de bijlage « gekadastrerd » zijn. Van een kadastrale vermelding is in die bijlage evenwel geen spoor.

Rekening houdend met de toelichting verstrekt door de gemachtigde ambtenaar, passe men het tweede lid aan als volgt :

« Bovendien worden de roerende goederen zoals meubelen, boeken en kantoorbenodigdheden die verbonden zijn aan de door de personeelsleden uitgeoefende taken, samen met de personeelsleden overgedragen. »

Men wijzige het derde lid als volgt :

« ...en, wat de onroerende goederen betreft, met alle actieve en passieve, zichtbare of niet-zichtbare, voortdurende of niet-voortdurende erfdienstbaarheden waarmee zij bevoorreed of bezwaard kunnen zijn. »

Op te merken valt dat noch in het ontwerp, noch in het verslag aan de Koning een regeling is opgenomen of zelfs maar in het vooruitzicht gesteld over het voortzetten van de taken in verband met collectieve nutsvoorzieningen die gemeenschappelijk blijven.

Artikel 4

Men schrijve : « De andere dan in artikel 3 bedoelde goederen... ».

In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men : « ...s'effectuent sur la base du bilan ».

Artikel 5

Men precisere : « Alle handelingen en uitgaven... ».

Voorts schrijve men in de Nederlandse tekst : « ...rechten en verplichtingen die worden overgedragen... in het kader van een gezond en redelijk beleid... » en in de Franse tekst : « ...droits et obligations transférés, qui sont accomplis ou effectués dans le cadre... ».

Het bepaalde in dit artikel houdt in dat bij een eventuele betwisting over het « gezond en redelijk » karakter van het bedoelde beleid, alleen de rechter uitsluitend zal kunnen geven.

Artikel 8

Aan de Raad van State is meegedeeld dat de datum van inwerkingtreding (1 januari 1991) die is waarop alle andere besluiten, bedoeld in artikel 37, § 4, van de gecoördineerde wet van 13 maart 1991, van kracht worden.

De kamer was samengesteld uit :
de heer H. Coremans, kamervoorzitter;
de heer J. Vermeire,
Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;
Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer B. Seutin, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. M.-C. Ceule, referendaris.

De griffier,
A. Beckers.

De voorzitter,
H. Coremans.

16 OKTOBER 1991. — Koninklijk besluit betreffende de overdracht van een gedeelte van de taken, goederen, rechten en verplichtingen van het Studiecentrum voor Kernenergie naar het Vlaamse Gewest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, inzonderheid op artikel 31, §§ 1 en 2;

Gelet op de voorstellen van de raad van bestuur van het Studiecentrum voor Kernenergie betreffende de verdeling van de goederen tussen de Gewesten;

Gelet op het advies van de Vlaamse Executieve van 10 juli 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o « Centre » le Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire;

2^o « Passif social », les obligations du Centre résultant de la convention du 18 décembre 1990 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre relative au départ de membres du personnel suite à l'application des régimes de prépension instaurés par les conventions collectives du travail de 1986-1987 et de 1988-1990.

3^o « Passif technique », les obligations résultant de la dénucléarisation des installations, ainsi que du traitement, du conditionnement, du stockage et de l'évacuation des déchets radioactifs accumulés, en ce compris les déchets radioactifs résultant de la dénucléarisation des installations, afférant aux activités nucléaires du Centre.

Art. 2. Les missions du Centre, à l'exception des tâches nucléaires et de gestion du cycle du combustible nucléaire, sont transférées à la Région flamande.

Art. 3. Les biens meubles corporels et immeubles du Centre afférant aux missions transférées, tels que détaillés à l'annexe jointe au présent arrêté, sont transférés à la Région flamande.

En outre, les biens meubles tels que les mobiliers, livres et fournitures de bureau, liés aux tâches exécutées par les membres du personnel, sont transférés avec ses membres du personnel.

Ces biens sont transférés dans l'état où ils se trouvent et, en ce qui concerne les biens immeubles, avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes, continues ou discontinues dont ils pourraient profiter ou être grevés.

Art. 4. Les biens autres que ceux visés à l'article 3 les droits et les obligations du Centre relatifs aux missions et aux membres du personnel transférés sont transférés à la Région flamande.

Ces transferts s'effectuent sur la base du bilan et de l'inventaire arrêtés au 31 décembre 1990, tels qu'approuvés par le conseil d'administration du Centre.

Art. 5. Pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier 1991 et la date de publication du présent arrêté, tous les actes et dépenses relatifs aux membres du personnel ainsi qu'aux biens, droits et obligations transférés, qui sont accomplis ou effectués dans le cadre d'une gestion saine et raisonnable par le Centre, sont réputés être faits au nom et pour le compte de la Région flamande.

Art. 6. Par dérogation à l'article 4 le passif technique résultant des activités nucléaires du Centre jusqu'au 31 décembre 1988 et relatifs au biens transférés à la Région flamande, est supporté par l'Etat.

Par dérogation aux articles 4 et 5, le passif technique résultant des activités nucléaires du Centre généré entre le premier janvier 1989 et la date de publication du présent arrêté, est supporté par le Centre, la provision créée à cette fin dans le bilan du Centre, n'étant pas transférée à la Région flamande.

Art. 7. Par dérogation à l'article 4, les droits et les obligations du Centre relatifs au passif social, et ce compris les provisions constituées à fin de financer ce passif, ne sont pas transférés à la Région flamande.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Art. 9. Notre Premier Ministre, Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Affaires économiques,
W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
E. DEWORME

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Energie en van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Met het oog op de uitvoering van dit besluit moet worden verstaan onder :

1^o « Centrum », het Studiecentrum voor Kernenergie;

2^o « Sociaal passief », de verplichtingen van het Centrum voortvloeiend uit de conventie van 18 december 1990 tussen de Minister van Economische Zaken en het Centrum betreffende het vertrek van personeelsleden ten gevolge van de toepassing van de brugpensioenregelingen die werden ingesteld door de collectieve arbeids-overeenkomsten van 1986-1987 en van 1988-1990.

3^o « Technisch passief », de verplichtingen voortvloeiend uit de denuclearisatie der installaties, evenals de behandeling, de conditionering, de stockage en de evacuatie van het geaccumuleerd radioactief afval, met inbegrip van de radioactieve afval, afkomstig van de denuclearisatie van de installaties, ten gevolge van de nucleaire activiteiten van het Centrum.

Art. 2. De taken van het Centrum, met uitzondering van de nucleaire taken en de taken inzake het beheer van de cyclus van de kernbrandstof, worden overgedragen aan het Vlaamse Gewest.

Art. 3. De lichamelijke roerende en onroerende goederen van het Centrum, verbonden aan de overgedragen taken, zoals omstandig beschreven in de bijlage gevoegd bij het onderhavig besluit, worden overgedragen naar het Vlaamse Gewest.

Bovendien worden de roerende goederen zoals meubelen, boeken en kantoorbenodigdheden die verbonden zijn aan de door de personeelsleden uitgeoefende taken, samen met de personeelsleden overgedragen.

Deze goederen worden overgedragen in de staat waarin zij zich bevinden, en, wat de onroerende goederen betreft, met alle actieve en passieve, zichtbare of niet-zichtbare, voortdurende of niet-voortdurende erfdiensbaarheden waarmee zij bevoorrecht of bezwaard kunnen zijn.

Art. 4. De andere dan in artikel 3 bedoelde goederen, de rechten en de verplichtingen van het Centrum met betrekking tot de overgedragen taken en personeelsleden worden overgedragen aan het Vlaamse Gewest.

Die overdrachten gebeuren op basis van de balans en van de inventaris per 31 december 1990, zoals goedgekeurd door de Raad van Bestuur van het Centrum.

Art. 5. Alle handelingen en uitgaven die betrekking hebben op de personeelsleden alsook op de goederen, rechten en verplichtingen die worden overgedragen, en die door het Centrum tijdens de periode van 1 januari 1991 tot de datum van bekendmaking van dit besluit werden gesteld in het kader van een gezond en redelijk beleid, worden geacht te zijn verricht namens en voor rekening van het Vlaamse Gewest.

Art. 6. In afwijking van artikel 4 wordt het technisch passief dat ontstaan is uit de nucleaire activiteiten van het Centrum tot 31 december 1988 en betrekking hebbend op de overgedragen goederen aan het Vlaams Gewest, door de Staat gedragen.

In afwijking van de artikelen 4 en 5, wordt het technisch passief voortvloeiend uit de nucleaire activiteiten van het Centrum, gevormd tussen de eerste januari 1989 en de datum van bekendmaking van dit besluit, gedragen door het Centrum. De provisie, aangelegd voor dit doel in de balans van het Centrum, wordt niet overgedragen aan het Vlaams Gewest.

Art. 7. In afwijking van artikel 4 worden de rechten en de verplichtingen van het Centrum betreffende het sociaal passief, met inbegrip van de gevormde provisie voor het financieren van dit passief, niet overgedragen aan het Vlaams Gewest.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 9. Onze Eerste Minister, Onze Minister van Economische Zaken en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Economische Zaken,
W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,
E. DEWORME

Annexe — Bijlage

Actifs financiers transférés à la Région flamande
Financiële activa overgedragen aan het Vlaams Gewest

Actions/Aandelen	
Elenco N.V.	10 750 000 F
Indaver N.V.	60 000 000 F
Kempens Bedrijvencentrum N.V.	10 000 F
Recytex N.V.	20 750 F
Créances/Vorderingen	
Elenco N.V.	5 700 000 F

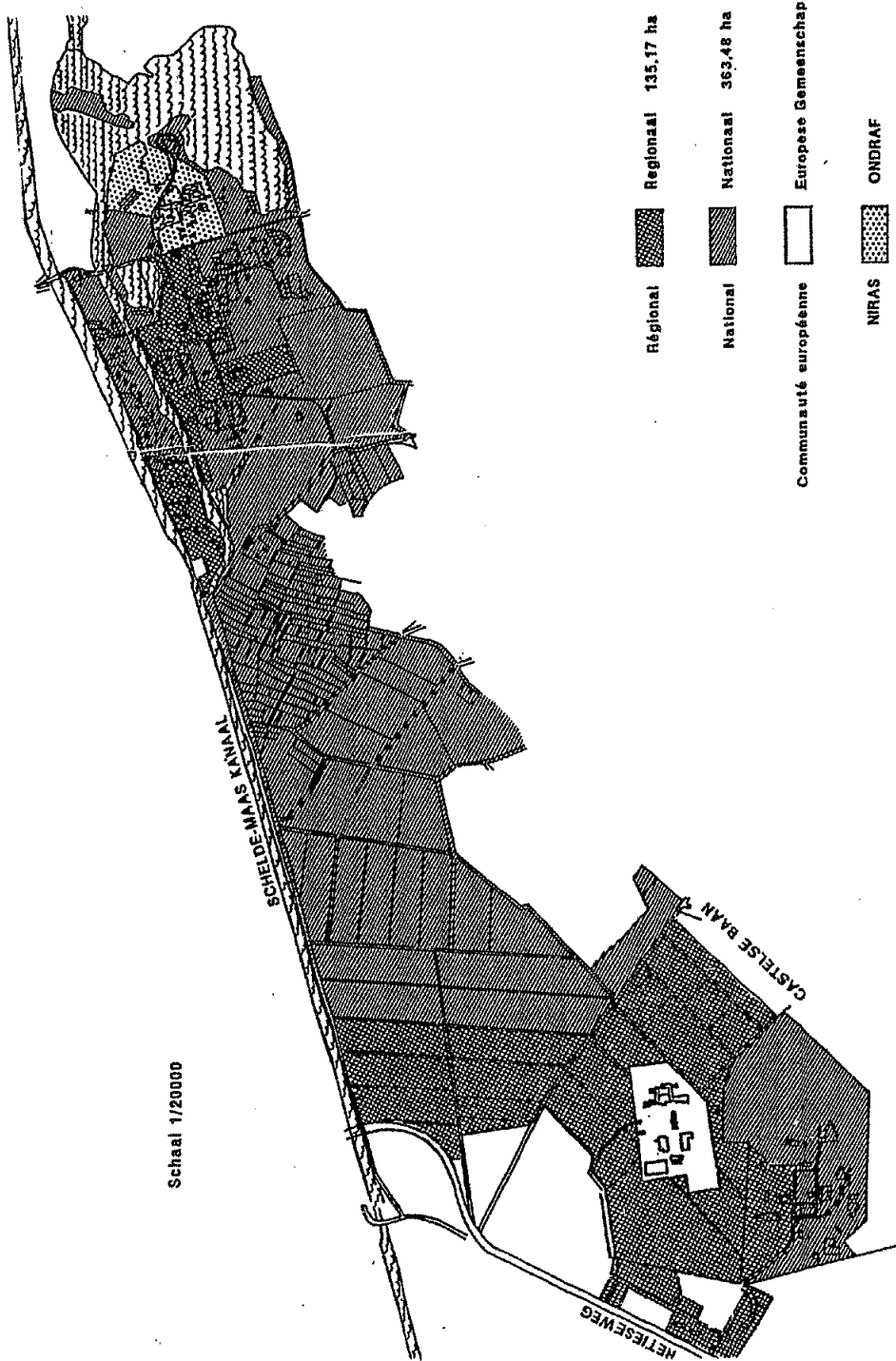
Subtotaal : 76 480 750 F	

[F — 11406]

L'infrastructure transférée à la Région Flamande. De infrastructuur overgedragen aan het Vlaams Gewest.		
	Région flamande Vlaams Gewest	
bâtiments gebouw	superficie opp (m ²)	valeur waarde (BF/BEF)
BATIMENTS ADMINISTRATIFS, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES. ADMINISTRATIEVE, WETENSCHAPPELIJKE TECHNISCHE GEBOUWEN.		
DOK Documentation	464	5.568.000
DOK Dokumentatie		
GAR Garage	636	7.632.000
HIG Entrée Principale	202	2.424.000
HIG Hoofdingang		
SCH blok 3 Chimie bloc 3	1.400	33.600.000
SCH blok 3 Scheikunde blok 3		
ADM Administration	2.068	24.816.000
ADM Administratie		
BIO1 Bio Animaux 1	1.951	46.824.000
BIO1 Bio Dieren 1		
BIO2 Bio Animaux 2	828	19.872.000
BIO2 Bio Dieren 2		
BIOG Bio Génétique	315	2.835.000
BIOG Bio Genetika		
BIOK Bio Baraque	151	1.812.000
BIOK Bio Keet		
BIOL Bio Labo	2.703	64.872.000
BIOS Bio Serres	676	2.433.600
BWS Arsenal Pompiers	336	4.032.000
BWS Brandweerstation		
ELE Elenco	383	10.915.500
FYS Physique	3.788	68.184.000
FYS Fysika		
INF Informatique	811	14.598.000
INF Informatika		
LMB Gestion de l'Environnement	1.229	35.026.500
LMB Labo milieubeheer		
MET Métallurgie	4.305	77.490.000
MET Metaalkunde		
STOOKPLAATS Chauffe e domaine 2	666	11.988.000
STOOKPLAATS Stookplaats domein 2		
	22.912	434.922.600

Bâtiments Gebouwen		REGION FLAMANDE VLAAMS GEWEST	
		superfi- cie/opp (m2)	valeur waarde (BF/BEF)
BATIMENTS SOCIAUX SOCIALE GEBOUWEN			
CAF	Cafétaria	950	14.250.000
CAF	Cafeteria		
KFZ	Salle de conférence	1.479	35.496.000
KFZ	Konferentiezaal		
DRU + KRIBBE	Imprimerie + Crèche	1.304	14.344.000
DRU + KRIBBE	Drukkerij + kribbe		
DOR 3 + 4	Dormitories 3 + 4	2.385	16.425.000
DOR 3 + 4	Dormitory 3 + 4		
FA1	Appartements famil.1	2.149	17.730.000
FA1	Familiaal appartement 1		
FA2	Appartements famil.2	2.149	17.729.300
FA2	Familiaal appartement 2		
4 HUIZEN RWI	Maisons Qu.Résidentiel	424	4.664.000
4 HUIZEN RWI	Huizen residentiewijk		
JG1	Appart. jeunes famil. 1	2.380	19.635.000
JG1	Appartement Jonge Gezinnen 1		
JG2	Appart. jeunes famil. 2	2.380	19.635.000
JG2	Appartement Jonge Gezinnen 2		
4 VILLA'S RWI	Villas Qu.Résidentiel	902	9.926.400
4 VILLA'S RWI	Villa's residentiewijk		
GAR APP JF	Garages App.jeunes famil.	1.190	6.545.000
GAR APP JG	Garages App.jonge gezin.		
GAR FA	Garages App. famil.	816	4.488.000
GAR FA	Garages Fam. Appartemen- ten		
		18.508	180.867.700
TOTAUX DES BATIMENTS TOTALEN GEBOUWEN		41.420	615.790.300

TERRAINS GRONDEN	REGION FLAMANDE VLAAMS GEWEST	
	superficie opp (m ²)	valeur waarde (BF/BEF)
Terrains au site 1	205.351	61.328.953
Gronden op domein 1		
Eau au site 1	10.734	214.680
Water op domein 1		
Terrains au site 2	95.411	26.656.648
Gronden op domein 2		
Terrains entre la Castelsebaan & le site 2	621.800	33.566.350
Gronden tussen Castelsebaan & domein 2		
Gronden tussen kanaal en Castelse- baan	353.813	21.584.425
Terrains entre le canal et la Castelsebaan		
Gronden residentiewijk	64.630	32.695.765
Terrains quartier résidentiel		
TOTAUX DES TERRAINS TOTALEN TERREINEN	1.351.739	176.046.821
TOTAUX BATIMENTS & TERRAINS TOTALEN GEBOUWEN & TEREINEN	1.393.159	791.837.121



Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 octobre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Affaires économiques,
W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
E. DEWORME

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 16 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Economische Zaken,
W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,
E. DEWORME